



Le patrimoine architectural comme outil de développement Deux exemples à Lyon (Rhône) et Firminy (Loire)

Depuis quelques années, la dimension patrimoniale de certains grands ensembles d'habitat social est reconnue et fait l'objet d'actions de valorisation. À Lyon, l'expérience du musée urbain Tony Garnier fait maintenant figure de modèle qui conjugue réhabilitation réussie du quartier, participation et valorisation des habitants. Firminy et l'agglomération stéphanoise engagent une démarche voisine qui devrait stimuler le développement économique local. Par Sébastien Cavalier, pour le musée urbain Tony Garnier, et Christophe Bory, adjoint à l'urbanisme, pour Firminy.

LE MUSÉE URBAIN TONY GARNIER

Loin du centre ville, dans un quartier d'habitat social du 8^e arrondissement – le quartier des États-Unis-, Lyon peut s'enorgueillir de compter sur son territoire un lieu culturel insolite et unique, le musée urbain Tony Garnier, distingué par l'Unesco dès 1991.

Au début des années 1980, cette cité est vétuste. « *Les immeubles se dégradaient, les pourtours des balcons tombaient* » rappelle Lily Eigeldinger, présidente du comité des locataires. Aucune réhabilitation n'a été réalisée depuis la construction par Tony Garnier... en 1933. À tel point qu'elle sert de décor naturel pour le tournage d'un film dont l'action se déroule en Europe de l'Est.

Mobilisation des habitants

Cette situation incite les habitants à se constituer en comité de locataires pour obtenir du propriétaire des lieux, l'Opac du Grand Lyon, la réhabilitation de leurs logements. « *La réhabilitation est venue parce qu'on l'a demandée* » se souvient Lily. « *On s'est bagarré pour l'obtenir. Il a fallu qu'on s'impose* ». Nous sommes en 1983. Cette date marque la naissance d'un lobby d'habitants, orga-

nisé et efficace, qui en vingt ans d'une mobilisation sans faille et de combats réguliers va obtenir un changement complet de l'image de son quartier.

Au départ, le projet peut paraître banal : réhabiliter un parc de logements HLM. À l'arrivée, le résultat est autrement plus ambitieux : réhabilitation de 1 568 logements en site habité; aménagement de 30 000 m² d'espaces publics (cours et jardins); création d'un Pimms (Point information médiation multiservices), destiné à renforcer le lien entre habitants et grands services publics (La Poste, France Télécom, EDF-GDF, TCL, Générale des eaux) et... la création d'un Objet culturel non identifié : le Musée urbain Tony Garnier, fruit d'une démarche véritablement transdisciplinaire, mise en place autour d'un projet de quartier dans lequel les habitants ont joué un rôle central.

Entre temps, deux événements ont permis de souder les habitants autour du projet : une première tranche de réhabilitation de 130 logements, conduite sans concertation, qui s'éternise (avril 1985 – mai 1987) et laisse présager un enlisement de l'opération; la présentation en 1986 des propositions radicales de réaménagement urbain du projet « Banlieue 89 », qui entraîne une forte mobilisation autour de la préservation de la valeur patrimoniale du quartier.

Un projet culturel et patrimonial

À l'origine du musée, une idée simple et joliment formulée par Eddie Gilles-Di Pierno, actuel président du comité d'intérêt local : « *obtenir des financements pour la réhabilitation du quartier en montant un projet culturel et patrimonial plutôt qu'en brûlant des voitures* ». L'idée va prendre forme fin 1987, à la suite d'une rencontre avec les

artistes muralistes de la Cité de la création, qui interviennent dans une cité limitrophe. L'idée de réaliser un parcours en plein air de 24 murs peints, qui présenteraient les œuvres majeures de l'architecte lyonnais Tony Garnier, naît « *en l'espace de cinq minutes de discussions* » se souvient Eddie. Sa mise en œuvre prendra dix ans, de 1988 à 1997, jalonnés de nombreuses luttes et rebondissements.

Plusieurs éléments expliquent ce succès :

- la structure sociale du quartier, qui est resté un village jusqu'aux années 1980. Les habitants se connaissent de longue date. Ils partagent une culture commune, forgée par leur origine ouvrière, les années de résistance pendant la guerre et l'isolement géographique du quartier jusqu'en 1959;
- la politique de la ville, dont la mise en place s'accompagne de l'affectation de ressources financières exceptionnelles au profit de territoires dits sensibles. L'inscription du quartier des États-Unis dans le dispositif DSQ dès 1986, permet de mobiliser, auprès de l'État, de la Région, du Département, et de la Ville, les financements nécessaires à la réhabilitation du quartier : 40 M€ sur 13 ans, dont 2 M€ pour l'espace public et seulement 1,2 M€ pour le musée;
- la reconnaissance internationale de l'Unesco, qui a ouvert la voie à la réalisation de six murs peints internationaux, en apportant au projet une légitimité difficile à obtenir localement;
- des femmes et des hommes exceptionnels (habitants, artistes, journalistes, responsables Opac, fonctionnaires ou hommes politiques), dont le rôle a été fondamental pour faire aboutir un projet, dont l'une des caractéristiques principales est de n'entrer dans aucun cadre administratif préétabli.



Réhabilitation du bâti et valorisation des habitants

Sa grande réussite est d'être parvenu à changer l'image du quartier des États-Unis, non seulement dans l'esprit des gens qui y vivent, mais surtout dans celui des habitants de l'agglomération lyonnaise. Son histoire mouvementée et les combats qui l'ont jalonnée ont été en cela déterminants. Habitants et artistes ont su rallier à leur point de vue tous les acteurs du projet et faire largement connaître cette initiative en mobilisant un fort soutien médiatique. La création du musée urbain a finalement été « arrachée à l'establishment », dont le soutien et la reconnaissance ne se sont manifestés que progressivement. Il s'agit là d'un élément fondamental pour comprendre la fierté légitime des habitants d'avoir transformé, grâce à la mise en œuvre d'un projet constructif – culturel et patrimonial – l'image de leur quartier, symboliquement rebaptisé « Cité Tony Garnier » en 1993. Depuis 1991, date de la création de l'association du musée urbain Tony Garnier, le quartier se visite. Il a reçu 8 000 visiteurs en 2002.

Le projet a atteint un double objectif en combinant réhabilitation physique des lieux et valorisation des habitants. Ce point mérite d'être souligné. La lecture de l'ouvrage de Jacques Donzelot, *Faire société : la politique de la ville aux États-Unis et en France*, nous montre en effet à quel point il est rare et difficile d'atteindre une telle complémentarité... dont la pertinence paraît pourtant tellement évidente.

Quelles leçons tirer d'une telle expérience? Que si un tel projet n'est certainement pas reproductible, il constitue une source d'inspiration utile pour tous les acteurs de la ville.

Que la présence d'acteurs passionnés, ingénieux, ouverts d'esprit et prêts à s'investir au-delà de leur

domaine de compétence officiel est une condition *sine qua non* du succès.

Que la participation des habitants – ou plus exactement d'un groupe motivé d'habitants – ne peut être imposée de l'extérieur mais qu'elle est le fruit d'un processus, long et contraignant à court terme (en raison des investissements humains et financiers à consentir), mais garant de la pérennité du projet à long terme.

Que la réussite passe par l'acceptation d'une prise de risque et la capacité de chacun à remettre en cause ses méthodes de travail. ■

Sébastien CAVALIER

→ S. Cavalier, Musée urbain Tony Garnier

Tél. (0)4-78-75-16-75

www.museeurbaintonygarnier.com

LE CORBUSIER À FIRMINY, UN PROJET CULTUREL MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La commune de Firminy possède le plus grand nombre d'œuvres de Le Corbusier en Europe. Elle axe désormais son développement économique autour de la mise en valeur de ce patrimoine classé « monument historique » et s'inscrit dans l'opération *Saint-Étienne Métropole Design*, grand projet de la Région pour le département de la Loire.

Ce projet de développement concerne le site de Firminy, mais au-delà un territoire en reconversion totale : l'ouest du pays stéphanois. Saint-Étienne Métropole s'identifie comme la capitale du design dans la région Rhône-Alpes avec ses dérivés architecturaux et urbanistiques à Firminy. Cela s'intègre dans une volonté de relier entre eux les territoires de la ville-centre et de la couronne urbaine jusqu'aux conurbations de l'Ondaine et du Gier (43 communes, 490 000 habitants).

Ainsi, l'église Saint-Pierre Le Corbusier est devenue un équipement d'intérêt communautaire de l'agglomération stéphanoise et sera à la fin des travaux une annexe du musée d'art moderne de Saint-Étienne Métropole. Dans l'Unité d'habitation, 4 600 m² seront réservés à un « Village résidence tourisme », à des ateliers d'artistes gérés avec le Musée d'art moderne, à un centre des arts numériques et des locaux pour les professions artistiques et libérales. Ainsi un musée sera intégré à un quartier d'habitat social unique, grand prix d'urbanisme en 1961, et représentatif de la pensée urbaine du milieu du xx^e siècle.

L'équipe municipale souhaite faire de ce projet celui de tous. Des actions sont mises en place en direction des scolaires, sur la commune et dans le sud du département de la Loire : un Centre d'interprétation des villes, avec des espaces documentaires sur l'architecture du xx^e siècle en Rhône-Alpes, facilitera l'initiation des enfants aux formes urbaines et à la pratique de la ville. Un musée urbain dans un logement du quartier de Firminy Vert, mis en valeur par les habitants eux-mêmes, sera le premier pas d'une prise en charge par la population de son patrimoine. Une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager de cet ensemble Le Corbusier permettra une large concertation et appréhension des projets dans leur transversalité patrimoniale et économique. Enfin, la commune a demandé la reconnaissance au titre du Patrimoine de l'humanité par l'Unesco dans l'objectif de stabiliser le développement de l'économie touristique de la commune. ■

Christophe BORY

→ Tél. (0)4-77-40-50-60